

LE SOIR

Libéralisation de la culture en Belgique : une inquiétude grandissante dans le monde artistique

La culture en Belgique est aujourd'hui confrontée à des choix politiques lourds de conséquences. Alors que certains responsables politiques appellent à une réduction drastique des subventions publiques, artistes et gestionnaires culturels tirent la sonnette d'alarme. Ce débat dépasse largement la question du financement : il interroge la place de la culture dans la société, son rôle dans la cohésion sociale, et son importance pour le développement de l'esprit critique. Dans un contexte où les logiques de marché gagnent du terrain, la crainte grandit que la culture ne devienne un bien réservé à une élite, au détriment de la diversité artistique et de l'accès démocratique. Entre enjeux économiques, sociaux et idéologiques, c'est une réflexion plus large sur le modèle culturel belge qui se joue.

Des artistes précaires face aux menaces de suppression des aides

Le débat sur le financement public de la culture s'envenime en Belgique. Georges-Louis Bouchez, président du MR, a récemment suggéré de réduire fortement les subventions et d'abroger le rôle même de la ministre de la Culture. Cette position suscite une vive inquiétude chez les professionnels du secteur, qui dépendent majoritairement de l'argent public pour vivre de leur art. Geoffrey Delinte et Adeline Casier, deux dessinateurs de bande dessinée tournaisiens, racontent leur réalité. "La création d'une BD peut prendre jusqu'à trois ans, sans rémunération horaire", explique Geoffrey. "On perçoit une avance sur droits d'auteur très faible, environ 4 % du prix du livre vendu. Le statut d'artiste, qui garantit environ 1 500 euros par mois sous conditions, est vital pour assurer un minimum de sécurité financière.

Quand j'entends que certains politiciens veulent le supprimer, je crains pour mon avenir. Ce statut est une bouée de sauvetage. Sans lui, il serait impossible de se consacrer pleinement à la création. Nous serions alors obligés de trouver d'autres jobs à côté pour subvenir à nos besoins. En plus d'un impact sur notre portefeuille, c'est aussi et surtout un impact sur nos créations artistiques. Le statut d'artiste me permet de réaliser une bande-dessinée en environ 2 ans, sans lui, il me faudrait au moins 8 années..."



©Macéo Delvaux, 2025
Geoffrey Delinte bénéficie de son statut d'artiste depuis 2021. Le gardera-t-il encore longtemps?

Un système complexe et fragile

Pour obtenir ce statut, l'artiste doit prouver environ 156 jours de travail artistique sur deux ans et constituer un dossier rigoureux validé par une commission. Ce dispositif vise à reconnaître le travail artistique comme un véritable métier. Mais les deux auteurs redoutent un durcissement à venir : "On entend déjà parler de restrictions, notamment pour les jeunes artistes. Cette incertitude pèse sur le moral et la création. Dixit Adeline Casier. Ils dénoncent aussi la vision "marchande" que certains responsables politiques semblent vouloir imposer : "Réduire la culture à un simple produit commercial, c'est ignorer son rôle humain et émancipateur. Quand j'entends Georges-Louis Bouchez dire qu'il faut faire des économies en limitant les aides aux artistes, je ne peux pas comprendre. En Belgique, c'est seulement 8000

bénéficiaires du statut d'artiste, ce n'est pas énorme. Je pense que c'est surtout une vision idéologique plus qu'économique."

L'enjeu : préserver la diversité culturelle

Si la culture devient un simple produit marchand, les artistes craignent la disparition des œuvres moins "rentables" mais essentielles à la diversité artistique. "On risque de n'avoir plus que des productions calibrées pour plaire au plus grand nombre, au détriment des projets plus audacieux", explique Adeline Casier. Geoffrey Delinte poursuit : "Le statut d'artiste, c'est aussi un investissement économique, avec la chaîne du livre, les libraires, les imprimeurs. C'est un cercle vertueux menacé. Réduire les subsides aux artistes, c'est mettre en péril tout cet écosystème qui est déjà assez fragile aujourd'hui.

Plus de 8 000 artistes bénéficient du statut d'artiste en Belgique, une aide jugée indispensable.

La culture, un investissement public essentiel

Du côté des centres culturels, la situation est tout aussi alarmante. La Maison de la Culture de Tournai reçoit près de 1,5 million d'euros de la Fédération de Bruxelles, complétés par des financements com-

munaux équivalents. Anaelle Kins, directrice, souligne : "Les subventions permettent de proposer des spectacles à prix accessibles, souvent en perte financière réelle, car ils couvrent des frais importants comme les cachets, transports et hébergement des artistes." Emeline Penay, directrice administrative et financière, insiste sur le rôle démocratique de ces aides : "La culture doit rester accessible à tous, quels que soient les moyens financiers ou la localisation. Une libéralisation des financements créerait une fracture sociale et territoriale. La culture a un rôle d'union sociale, avec cette politique de libéralisation, c'est tout l'inverse. Les plus riches bénéficieront de l'accès à la culture, les plus précaires seront délaissés."

Anaelle Kins :

"Pour moi , la culture c'est ce qui fait l'humanité. La libéraliser, ce serait "marche ou crève." C'est l'antipode de ma définition de la culture."

Au-delà des aspects financiers, le débat autour de la libéralisation de la culture en Belgique soulève des questions fondamentales sur le rôle que la société souhaite accorder à l'art et à la création. Si la réduction des aides publiques inquiète les artistes pour leur viabilité professionnelle, elle alimente aussi une réflexion plus large sur l'orientation politique d'un tel choix. Pour de nombreux acteurs du secteur, affaiblir les dispositifs publics d'accès à la culture pourrait avoir des conséquences sur la diversité des œuvres, la liberté d'expression et la capacité des citoyens à exercer leur esprit critique. À leurs yeux, la culture ne se résume pas à une activité économique, mais participe à la vitalité démocratique. Dans un contexte où les clivages politiques se durcissent, le sort réservé à la culture apparaît comme un indicateur de société : entre logique de marché et mission publique, entre rentabilité et pluralisme, c'est une certaine vision du vivre-ensemble qui se joue.